



**HAL**  
open science

## Sortir des controverses et engager un dialogue fructueux entre parties prenantes

Vincent Vlès

### ► To cite this version:

Vincent Vlès. Sortir des controverses et engager un dialogue fructueux entre parties prenantes. Les grandes tendances du tourisme d'aujourd'hui et de demain en montagne, 2023, pp.13-16. hal-04360477

**HAL Id: hal-04360477**

**<https://hal.science/hal-04360477>**

Submitted on 21 Dec 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## *Sortir des controverses et engager un dialogue fructueux entre parties prenantes*

Par Vincent VLES, laboratoire CERTOP, UMR 5044 Université de Toulouse-CNRS

Article paru dans : Cluster Montagne, *Les grandes tendances du tourisme d'aujourd'hui et de demain en montagne, Cahier de tendances montagne(s), # 5, « Tendance 1 »*, édition 2023-2024, p.13-16, Région Auvergne-Rhône-Alpes, [en ligne] URL [www.cluster-montagne.com](http://www.cluster-montagne.com) /mis en ligne 21-12-2023.

L'exposition et la vulnérabilité de la montagne aux conséquences du dérèglement climatique sont importantes. Leur aggravation future pose question quant aux dangers pour les programmations des équipements et des aménagements, pour le maintien et le bien-être des populations. Les prises de décision locales dans les processus démocratiques rencontrent des obstacles dont les plus courants sont l'impossible dialogue entre des acteurs aux logiques souvent opposées. Les groupes de pression qu'ils représentent entreprennent parfois des blocages des procédures d'utilité publique ou font des procès en illégitimité des processus démocratiques mis en œuvre (débat public, jurys citoyens, enquêtes d'utilité publique, etc.). Dans ce cas, il n'est pas rare que l'argument du *seul* recours au « *referendum local comme permettant l'expression du peuple* » soit mis en avant pour refuser tout autre dialogue.

Dans ces controverses, l'incapacité des acteurs à construire un consensus est due à la non-prise en compte des alertes des scientifiques très tôt dans les débats, à leur non-transformation dans des actes, des actions, des programmes, des changements concrets issus des échanges. Le scepticisme des sciences quant à la capacité technique à résoudre l'intégralité des problèmes humains liés aux impacts du changement climatique, la forte propension des territoires à ignorer les logiques de tension autour des usages dans les « biens communs », la poursuite rationnelle par chaque acteur de son intérêt particulier, ces facteurs débouchent parfois sur des dialogues de sourds, ou même plus simplement sur l'absence de volonté de dialogue lors de l'élaboration des projets. Comment coconstruire ces projets et prendre des décisions plus consensuelles, plus rapidement, plus en phase avec les enjeux futurs ? Comment débloquer les situations conflictuelles ? Les postures scientifiques peuvent-elles débloquer les situations de confrontation ?

### Les conditions d'une mise en situation de dialogue

D'abord, rappelons que les mises en débat public doivent intervenir très en amont du montage des projets. Afin d'être participatifs, il est impératif de les lancer avant la construction du projet, pas après pour les « négociés » lorsqu'ils sont bouclés. Les « réunions de concertation » sont, en France, très souvent organisées trop tardivement. Si le projet est déjà monté, elles ne permettent alors pas une appropriation par les habitants et usagers des questions à résoudre et des solutions à apporter. Pour la société locale, les questions d'emploi, d'avenir concret ne sont pas des questions philosophiques relevant de débats théoriques, ce sont des réalités palpables, concrètes, sensibles. Ne pas en tenir compte tout au début des montages de projet suscite par la suite des incompréhensions, des colères, des ressentiments voire des manifestations violentes qui révèlent des attentes déçues, parce que les débats n'ont pas tenu compte des difficultés du quotidien.

D'autre part, pour anticiper, construire collectivement une culture du risque tout autant que des programmes, enclencher des dialogues fructueux est impératif, plutôt que de se limiter à l'expression de rapports de forces entre positions déjà tranchées ; pour cela, il faut éviter les procès d'intention et la défiance entre groupes d'acteurs. Gérer les crises coûte et coûtera bien plus cher à terme que de fournir l'effort pour s'adapter maintenant et changer sa manière de voir. Comment faire ?

### La neutralité axiologique du scientifique

Pour que le dialogue soit fructueux, les acteurs doivent apprendre à respecter leurs apports réciproques et à en tenir compte. Aujourd'hui, on assiste souvent dans les débats publics liés aux projets en montagne à de nombreuses confusions des rôles et à une défiance systématique entre les positions des protagonistes : scientifiques, politiques, citoyens, entrepreneurs. Les scientifiques, par exemple, sont parfois soupçonnés de prendre parti et de sortir de la « neutralité scientifique ». Exclure la méfiance et poser calmement les termes du débat nécessite donc de rappeler leur mission, liée aux tenants et

aboutissants de leurs travaux, sans les dédouaner de toute responsabilité envers les implications des résultats de leurs recherches.

Depuis la fin des années 1990, la mission de valorisation de la recherche<sup>1</sup> a pris une ampleur essentielle : elle est utilisée dans tous les débats et les expérimentations participatifs qui cherchent des solutions à la crise environnementale et aux grands projets confrontés aux défis écologiques. La science est « encastrée » dans la société, elle n'y est ni « supérieure » (au-dessus), ni étrangère aux préoccupations de la société : poser une hypothèse, agencer les faits qui permettent de la confirmer ou de l'infirmier est un acte méthodologique qui oriente, qui donne un « sens » à la science. La science n'est pas une tour d'ivoire imperméable aux influences sociales, notamment parce qu'elle permet de mettre au point des technologies, d'ailleurs elle est financée pour cela. De plus, elle a toujours eu des effets immenses sur la société et la nature, qu'elle a contribué à bouleverser. Sa « neutralité » n'est donc pas avérée.

### Vérifier l'absence de parti pris

Alors, pour agir dans l'intérêt général, dans les débats actuels liés aux moyens de lutter contre le dérèglement climatique, force est, pour elle, de rester objective : l'absence de parti pris repose avant tout sur l'objectivité. Dans les discussions autour des projets de conservation, d'aménagement ou d'équipement en montagne, les scientifiques en restent aux questions de fait et évitent les jugements d'opinion.

Cette distinction entre jugement de fait et jugement de valeur est d'ailleurs fondamentale pour tous les acteurs des débats — et pas seulement pour les scientifiques — car elle leur permet d'atteindre une neutralité axiologique. Y parvenir suppose que les intellectuels s'abstiennent d'imposer leurs jugements, de ne pas les cacher dans une analyse soi-disant objective qui, sous l'apparence d'un discours purement factuel, cacherait des appréciations personnelles, notamment lorsqu'ils écartent ou ne mentionnent pas des faits qui contrediraient les conclusions avancées. Il faut aux scientifiques une grande attention et une grande rigueur pour y parvenir, tant dans les sciences de la nature que dans les sciences sociales où les idéaux sous-tendent souvent les logiques de l'intervention publique comme privée. La démarche et l'attitude scientifiques supposent d'être capables, dans ces débats, de s'abstenir de prendre position et de suspendre ses jugements de valeur, de taire ses convictions, d'exposer les faits sans parti-pris. Cela suppose un travail sur soi afin de regarder et d'exposer les choses, les faits, les actes sans les juger.

S'ils le souhaitent, les scientifiques peuvent aborder les questions axiologiques (politiques, morales, éthiques) dans d'autres arènes, mais en tant que citoyen et non plus en tant que « savant ». Le scientifique peut tout à fait descendre dans l'arène publique pour défendre ses idées, par exemple exposer qu'à son avis il vaut mieux, pour la société, sacrifier ses intérêts à court terme pour défendre les conditions d'habitabilité de notre planète à long terme. Mais cette arène est celle de la politique, pas celle des débats scientifiques sur les impacts des projets. Il importe donc que le scientifique précise bien, dans ce cas, d'où il parle, si sa position est ou non une posture politique, et quels sont les méthodes et les faits qui valident son expertise.

Les élus ou les opérateurs obéissent au contraire à une problématique de valeurs, posture libérée de toute tutelle de nature « objective ». Car toute décision politique suppose un arbitrage entre des intérêts différents, voire opposés, et cet arbitrage est, par nature, engagé. Dès lors, le débat, dans cette seconde phase, ne peut se dérouler dans une enceinte confinée (réunions fermées de concertation, réduction des débats à des jurys ou des mini conventions citoyens, réunions de montage de projets) : il doit s'ouvrir à l'ensemble de la société et exposer clairement les valeurs qui orientent nécessairement le choix des principes que ces acteurs vont défendre.

Rappeler ces principes lors des débats publics autour des projets en montagne permettrait déjà de reconnaître à chaque type d'acteur le droit de penser, de s'exprimer et d'agir différemment, de hiérarchiser les positions, de ne pas mettre les arguments sur un même et seul niveau (certains sont d'ordre scientifique, ils relèvent du savoir ; d'autres participent de la décision, donc de la recherche du consensus),

---

<sup>1</sup> On peut définir l'action de « valorisation de la recherche » comme le processus mis en œuvre pour que la recherche scientifique ait un réel impact économique et débouche, directement ou indirectement, sur des produits ou des procédés nouveaux ou améliorés, exploités par des entreprises existantes ou créées à cet effet

de respecter mieux les positions de tous, leurs recommandations, d'en tenir davantage compte. Reconnaître à l'autre son droit à exposer un avis différent, c'est, déjà, le respecter.

### **Présentation de l'auteur**

Vincent Vlès est professeur émérite des universités au Laboratoire CERTOP 5044 CNRS-Université de Toulouse. Ses travaux tant théoriques qu'opérationnels portent sur les impacts et l'articulation des politiques de développement touristique avec celles de la protection de la nature, notamment dans les espaces naturels sensibles (particulièrement en montagne et sur le littoral) : détermination des capacités de charge des sites menacés par les fréquentations des visiteurs, fixation concertée de jauges, définition d'outils, mise en place de mesures de régulation de flux, désarmement de stations de tourisme et leur remise en nature.